

Déclaration Liminaire CDEN du 25 juin 2020

Monsieur Le Préfet
Monsieur le Directeur Académique
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

Ce CDEN de fin d'année scolaire en « présentiel » répond à notre demande insistante de revenir à des instances où nous pouvons nous voir et échanger autrement qu'à travers la lorgnette de nos écrans d'ordinateur. Ce CDEN en « Présentiel » est l'occasion de faire un bilan de l'année qui s'écoule doucement vers des vacances d'été bien méritées. Tout en espérant que ces vacances ne soient pas contraintes par nous ne savons quelles obligations qui viendraient empiéter sur notre repos estival, des vacances reposantes ; car peut-être ne sommes-nous pas au terme des désagréables surprises. Les surprises sont partout dans notre maison Éducation Nationale. A l'UNSA-Éducation, nous pensons vraiment que la maison prend l'eau ! Le respect est nulle part, ni pour les collègues qui s'échinent, ni pour les collègues qui attendent toujours une affectation en équation avec leurs vœux, ni pour les représentants syndicaux d'ailleurs... Pour personne en conséquence !

Alors, « 2020, Année atypique ! » : 2020 sera l'année des frustrations pour nous enseignants et personnels de l'Éducation Nationale. Frustrations dues à la crise sanitaire et à sa gestion chaotique mais également dues à la disparition des prérogatives des CAP par exemple ...

Quel bilan peut-on tirer de 2020 ? Pour notre fédération, l'Éducation nationale a été maltraitante avec ses personnels. Plusieurs points viennent attester cette affirmation :

- ▶ La gestion des ressources humaines n'est pas à la hauteur des enjeux. Pour exemple, la mobilité géographique n'est pas lisible pour nos collègues. L'opacité des résultats ajoutent du doute. Comment faire confiance, quand on apprend que certains collègues ont été affectés sur des postes alors qu'ils n'avaient pas participé au mouvement et prennent ainsi le poste de collègues ayant participé au mouvement. Comment expliquer que de nouveaux postes apparaissent alors vacants et ne peuvent être attribués lors de cette première phase. Comment expliquer que certains collègues n'obtiennent pas de poste après 20 ans d'ancienneté, mis à part se persuader, et ce n'est pas bien difficile, que ce mouvement est calculé depuis un règlement qui n'est pas bon. Certaines règles n'ont pas été respectées chez nos voisins de l'académie. Mais peut-on être certain que les règles ont été respectées dans les Deux-Sèvres alors que rien ne filtre ! En lien avec le droit de chacun de formuler un recours et de disposer des éléments pour le faire, l'UNSA Éducation exige de l'administration de fournir les données nécessaires à la bonne compréhension de cette mobilité intra-départementale. Les personnels des services sont débordés par la charge de travail ... Et que dire de la gestion des situations médicales, sociales, des détachements, des allègements de service et des TZR ?
- ▶ Une gestion de la crise sanitaire ubuesque : les équipes, les directrices et directeurs d'écoles, les chefs d'établissements, les IEN ont dû gérer des ordres, des contre ordres, et du désordre, une communication ministérielle sur courant alternatif mais plutôt en 380, un timing déconnecté de la réalité du terrain, une pression des parents importante, des protocoles sanitaires successifs parfois irréalisables et à mettre en place toujours pour la veille ! Par rebond, une fois encore, la gestion des ressources humaines a été défaillante :
 - Que dire de l'ordre donné aux enseignants qui n'assuraient pas l'accueil des élèves, d'exercer le télétravail dans leur école ? Il n'y a bien qu'à l'éducation nationale qu'une telle consigne existe.
 - Que dire également, de la fin de non-recevoir de la demande de repousser de 2 jours la date de fermeture du serveur pour le mouvement 1^{er} degré en pleine phase de réouverture des écoles ? Et de la journée de retard pour les résultats !
 - Que dire encore de la prime destinée aux enseignants qui ont accueilli les enfants des soignants pendant le confinement ? Très peu la toucheront.
 - Que dire de la gestion des personnels itinérants différente selon les circonscriptions ?

- Que dire des médecins scolaires, les grands oubliés de la crise sanitaire, à qui on n'a jamais demandé un avis, et sur lesquels l'EN ne s'est jamais appuyé ?
- Que dire de la gestion catastrophique des examens du second degré où là où nous avons espéré cohérence et préparation (deux mois déjà que nous savions que ces examens allaient pour tout ou partie être en contrôle continu), nous n'avons eu que précipitations, ordres, contrordres, urgence et incohérence

La liste est longue. Oui Monsieur le Préfet, l'Éducation Nationale a un problème de gestion des ressources humaines. Et oui Monsieur le Préfet, l'Éducation Nationale est maltraitante avec ses personnels qui pourtant ont été exemplaires dans la situation que nous venons de vivre. Alors Notre Rectrice a beau nous expliquer que les personnels de l'Éducation Nationale sont formidables, que les enseignants se sont comportés en véritables hussards noirs de la république ; que celle-ci devra être reconnaissante ; Madame la Rectrice aura beau évoquer l'ordre national du mérite ... tout cela, ce ne sont que de belles paroles. Et quand il s'agit de répondre concrètement à une demande légitime, d'appliquer des textes, de prendre soin des personnels, alors rien n'est possible. Nous le répétons, c'est de la maltraitance.

Il nous faudra donc collectivement faire le bilan de cette année sous tous ces aspects. Il faudra faire, également et objectivement, le bilan de cette crise sanitaire, sans concession. Il faudra prendre les mesures qui s'imposent sinon tout cela n'aura servi à rien. Pour l'UNSA-Éducation le bilan ne sera pas tout noir ... mais il sera loin d'être rose ! Pour plagier nos élèves, à l'UNSA-Éducation nous pensons qu'en cette période : « L'Éducation Nationale, ça vend pas du rêve ! »

En cette année du soixantième anniversaire de la Loi Debré, qui institutionnalise le financement public des établissements d'enseignement privés, le CNAL, dont l'UNSA Éducation est membre, a demandé à la Cour des Comptes qu'une évaluation de cette politique publique soit enfin établie afin d'en connaître le coût, et savoir si elle rend un réel service à la nation.

Alors que toutes les enquêtes s'accordent à dire que la mixité scolaire est un facteur d'amélioration des compétences de tous, et en particulier des élèves qui n'ont pas la réussite scolaire en héritage, le dualisme scolaire, financé par la puissance publique, constitue un écran entre les jeunesses de notre pays, et affaiblit notre République où désormais, les inégalités scolaires sont solidifiées. Ces inégalités, sur lesquelles la crise sanitaire a jeté une lumière crue, désespèrent une partie de notre population. Ce refus de la séparation des jeunesses de notre pays, proclamé depuis 60 ans, a aujourd'hui une résonance accrue, face aux risques croissants de replis communautaires et de tentations populistes, qui s'enracinent dans les conséquences des crises.

Pour les organisations constitutives du CNAL, l'Éducation, porteuse d'humanisme universel, est un rempart naturel contre la menace identitaire, fondamentaliste et nationaliste. Ainsi, la lutte contre les inégalités scolaires doit faire l'objet d'un combat sans répit, au risque de froisser ceux qui, de tous bords, refusent l'élargissement de la base sociale de la réussite scolaire.

Que dire de la carte scolaire : Si les maintiens de deux PDMQDC sur Lezay et Nueil permettront à ces deux écoles de souffler, il faut bien comprendre sur l'ensemble de la carte scolaire, que ces postes sont condamnés. Quel gâchis. Du travail investi, de la confiance entre les collègues, avec les élèves, les familles... Et puis parce que la priorité est ailleurs, d'un revers de manche, on efface. Quel gâchis !

Deux décharges dérogatoires accordées ? Après tout le travail que les directrices et directeurs ont effectué pour répondre aux consignes, aux injonctions... pour accueillir, et accueillir encore.

Deux brigades de remplacement « soutien aux directions d'école ». Ce nouveau dispositif est intéressant, mais deux ! C'est trop peu. Il est certain que beaucoup de directeurs n'en verront pas la couleur !

Au regard des moyens que notre département semble pouvoir accorder à la direction d'école, nous savons à l'UNSA-Éducation qu'il est grand temps, et nous le revendiquons depuis longtemps, d'ouvrir des négociations sur la direction d'école pour que cette fonction soit reconnue dans sa complexité, dans sa diversité de tâches, dans l'exigence qu'elle demande, dans la fonction pivot incontestable entre les partenaires de l'écoles, les parents, et les collègues que les directrices et directeurs tiennent au quotidien en plus de leur classe.



La **fédération UNSA** des **métiers de l'Éducation** de la **Recherche** et de la **Culture**

Par ailleurs, l'UNSA-Éducation vous alerte une nouvelle fois sur les RPS de plus en plus importants en particulier chez nos collègues directrices et directeurs d'école. Les risques de décompensation sont importants.

L'UNSA-Éducation, avec l'ensemble des fédérations de l'éducation, milite pour construire un plan d'investissement dans l'Éducation et pour une École à la hauteur des besoins de la population. Les dégradations sanitaires et sociales qui ont eu lieu durant la période et qui seront malheureusement une réalité aussi à la rentrée justifient avant toute chose que les actions des médecins, des infirmier.es, des psychologues et des assistant.es de service social soient renforcées. Nous demandons également que le plan d'investissement intègre les questions de bâti scolaire et d'équipement (notamment sanitaires, lavabos...), la crise ayant révélé des manques criants et inconcevables en 2020. La période de crise a révélé et creusé les inégalités scolaires et sociales. Les équipes doivent avoir les moyens d'y faire face et les moyens de les prendre en charge.

A rentrée exceptionnelle, l'UNSA-Éducation exige des moyens exceptionnels.

Pour conclure cette déclaration liminaire, l'UNSA Éducation tient à vous faire part du mouvement de colère du syndicat des personnels de direction de notre fédération. En effet, après de trop nombreuses alertes de la part de la profession, sur un état de fatigue, de démotivation et d'exaspération voire de colère rarement atteints, après avoir déploré qu'un "sentiment de défiance vis-à-vis de notre institution, responsable d'accroître, par des modes de gouvernance injonctifs ou coercitifs, la difficulté d'exercice au quotidien de leur métier, là où devraient plutôt se mettre en place confiance, accompagnement et soutien, le SNPDEN UNSA a appelé ses adhérents à une « journée morte » espérant qu'ils ne seront pas contraints, faute d'écoute, à d'autres moyens d'actions.

Aujourd'hui, les cadres de proximité que sont les personnels de direction disent ainsi stop ! Stop aux injonctions contradictoires, stop aux impréparations (nous ne reviendrons pas ici sur les deux mois perdus dans la mise en place des examens de fin d'année), stop à la nouvelle mode de gouvernance basée sur les réseaux sociaux qui amènent à des articles de presse que l'on peut qualifier de partiels voire de fallacieux, mettant en porte à faux une profession qui, soulignons-le, s'est mobilisée quotidiennement, tout au long de la crise sanitaire, week-end et congés compris.

Les représentants de l'UNSA éducation que nous sommes, s'associent à ce mouvement et espère très vivement que les personnels de direction seront entendus.